

## TERRITOIRE D'ENERGIE MAYENNE

## REPONSE A LA CONSULTATION DE LA CRE

Conditions d'accès au réseau pour les nouvelles dessertes  
autour des canalisations de raccordement d'installations de  
biométhaneEléments d'appréciation générale de cette consultation et de la mise en œuvre progressive du droit à  
l'injection

Dans les territoires ruraux, à l'instar du Département de la Mayenne, la méthanisation représente une réelle source d'opportunités pour rendre nos campagnes autonomes en production de gaz renouvelable. Outre les opportunités économiques pour les acteurs locaux (collectivités, agriculteurs, entreprises...), l'évolution des usages du gaz fait du biométhane, une chance de disposer d'un marqueur attractif pour envisager un approvisionnement local, en gaz « vert » notamment pour les véhicules (station Bio GNV).

**Sur les zonages et les tracés envisagés :**

Les GRD et GRT doivent établir différents schémas de raccordement possibles et déterminer le raccordement le plus pertinent pour la collectivité (d'un point de vue économique). Il conviendrait qu'une présentation de ces scénarios soit prévue auprès des AODE de façon à les concerter dans un esprit de co-construction et non pas seulement dans une logique de consultation. Confronter le scénario optimal des GRD/ GRT et celui émanant de l'AODE qui pourrait identifier un tracé légèrement différent eu égard à l'anticipation de zones à desservir en gaz, permettrait un chiffrage par les GRD/GRT de ce scénario tiers. Le surcoût potentiel qu'il engendrerait pourrait être assuré par des tiers, en ce compris l'AODE.

Parce qu'anticiper des développements sur le territoire local, nous semble être une action de responsabilité, l'obtention d'un chiffrage sur un scénario proposé par la collectivité pourrait, si ce scénario est retenu, aboutir à une gestion optimale des deniers publics.

Le rôle de l'AODE ne doit pas être relégué à une simple consultation par les GRD/GRT sur le seul potentiel de production de biogaz sur la zone préétablie. La concertation entre ces acteurs devrait permettre d'élargir le champ des possibilités de raccordements envisagées, au surplus si ces derniers n'entraient pas le financement prévu dans le cadre du droit à l'injection. Les éventuels surcoûts pouvant être couverts, le cas échéant, par des tiers.

**Sur la possibilité de créer de nouvelles zones de desserte à proximité de canalisation « biométhane » :**

Nous tenons à saluer le travail de la CRE sur la nécessité d'adapter les règles existantes pour permettre l'utilisation d'une canalisation biométhane dans la desserte de potentiels nouveaux consommateurs. Rappelons que le terrain de jeu du développement des énergies renouvelables se joue principalement dans les territoires ruraux qui offrent des disponibilités foncières et des gisements propices à l'approvisionnement du pays en électricité et en gaz renouvelable (méthanisation). La possibilité, pour ces territoires, de pouvoir disposer du gaz produit est une démarche de bon sens qui doit encore être développée selon nous.

Il nous semble, en effet, que la philosophie générale retenue dans la présente consultation s'apparente encore trop à une approche dualiste segmentant d'une part les réseaux de biométhane et d'autre part les réseaux de gaz.

En effet, la logique de développement des réseaux de gaz conduite par une approche de type B/I, aboutit à de fortes inégalités. Ne prendre en compte que le spectre des consommations dans cette approche exclu de facto les territoires ruraux où les niveaux de consommation ne sont pas toujours suffisants pour permettre un tarif d'approvisionnement décent ou même une desserte en gaz. Alors même que ces territoires assument les risques et désagréments liés au développement des projets (acceptabilité, risques industriels, trafics, traversée de bourg pour les canalisations gaz etc...), l'application de la seule logique B/I les condamne à ne pas pouvoir disposer des moyens leur permettant de consommer l'énergie produite sur leur territoire (sic !). Le département de la Mayenne, sur les concessions historiques dont il dispose, permet une remontée de 1,5 à 2 millions d'euros au tarif national. A l'inverse, les communes traversées par des canalisations biométhane situées hors zone de desserte ne peuvent pas se raccorder sur ces dernières à des conditions économiques acceptables. Outre la frustration, l'incompréhension et le risque de clivage entre les territoires, il serait pertinent d'ouvrir la réflexion pour **favoriser économiquement les clients des zones productrices de gaz biométhane**.

Le développement des unités de méthanisation et de leurs réseaux associés se fera dans les territoires ruraux. Une réflexion doit être menée pour prendre en compte les risques et désagréments endossés par les territoires ruraux et la possibilité pour ces derniers de pouvoir être récompensés de leurs efforts en consommant, à des conditions économiques acceptables, le gaz produit sur leur territoire.

**Sur la consommation propre aux unités de méthanisation.**

Dans le cadre d'un projet de raccordement d'une unité de production de biométhane hors zone de desserte, il semblerait intéressant d'étudier la possibilité d'un raccordement « dual » consommation/production pour tenir compte de la réglementation en vigueur sur l'hygiénisation. En effet, il peut arriver que l'unité de méthanisation soit le seul consommateur de gaz du territoire. Le réseau créé pour sa production est donc, de fait, rattaché au patrimoine de la concession auquel il est relié. Par conséquent, le lancement d'une DSP pour un seul consommateur semble être une procédure lourde et pouvant avoir des répercussions sur le calendrier de réalisation de l'unité de production de biométhane.

*Q1 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant la tarification des nouvelles zones de dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane, à savoir le maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte » ?*

TE 53 comprends l'argumentation avancée par la CRE sur le maintien du dispositif existant, sans tarification additionnelle pour le GRD de "rang n+1". Le taux de 50 % de l'ATRD du GRD "de rang n" appliqué au GRD "de rang n+1" est déjà fortement impactant pour les concessions aval.

En effet, TE 53 rappelle que ces dispositions impactent les B/I des concessions en rang N+1, imposant à ces concessionnaires d'augmenter le tarif d'acheminement et/ou à faire participer financièrement les autorités concédantes pour atteindre l'équilibre budgétaire de la concession.

Les différences de tarification induisent des disparités non négligeables et peuvent parfois avoir un effet négatif sur l'attractivité et le maintien des activités économiques d'un territoire. Il est important pour TE53 d'informer sur ce point afin que la CRE ne perde pas de vue le maintien de la compétitivité du gaz naturel réseaux qui est un vecteur énergétique essentiel à la transition énergétique.

*Q2 : Êtes-vous favorable à l'assiette de consommation (somme des consommations du territoire, sans déduire les volumes produits et consommés localement) envisagée par la CRE pour la tarification annuelle de l'acheminement des GRD « de rang n+1 » ?*

TE 53 entend le raisonnement proposé par la CRE sur l'assiette de consommation du territoire (pas de netting). Cela semble cohérent au fait que les GRD "de rang n" doivent mettre en place et exploiter des infrastructures de réseaux pour répondre aux besoins des usagers des réseaux de GRD "de rang n+1" avec ou sans production locale.

Cependant, TE 53 souhaite attirer l'attention de la CRE sur le fait que dans le cadre de DSP existante sur les territoires ruraux, la part acheminement peut être relativement élevée et avoir un impact non négligeable sur la facture des usagers, ce qui ne permet pas au gaz d'être un vecteur énergétique compétitif par rapport notamment à des énergies plus émettrices de GES (fioul, propane). Dans le cadre de desserte de territoires ruraux à partir d'une canalisation initialement prévue pour l'injection de biométhane, conserver les règles de tarification actuelles pour les concessions ayant une production locale reviendrait à priver les consommateurs finaux du bénéfice d'une production locale de biométhane.

Il semblerait donc cohérent d'envisager un mécanisme d'abaissement des coûts d'acheminement pour les consommateurs dont le territoire compte de la production locale de gaz naturel. En effet, les usagers de ces concessions ne bénéficient pas aujourd'hui d'avantages sur les tarifs ATRD et ATRT alors qu'ils n'usent pas pleinement des infrastructures de réseau auquel ils sont raccordés. Une correction à l'année  $n$  pourrait être apportée en fonction de la production réelle injectée à l'année  $n-1$ .

Il est important de noter également que le biométhane est une énergie renouvelable non-intermittente et stockable, elle pourrait donc soulager les activités des gestionnaires de réseaux, et plus particulièrement les transporteurs dans leur rôle de responsable de l'équilibrage physique global.

*Q3 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant le rang des GRD se raccordant sur une même canalisation de biométhane, à savoir que l'ensemble des futurs GRD soient considérés du même rang «  $n+1$  » par rapport au GRD de rang «  $n$  » auquel la canalisation de biométhane est raccordée ?*

TE 53 valide ces dispositions, elles permettent une logique financière dans le cas où une concession viendrait à apparaître entre deux concessions existantes "de rang  $n$ " et "de rang  $n+1$ ".

*Q4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir, pour les sites de production raccordés sur un réseau autre que le réseau au tarif péréqué de GRDF, le même terme tarifaire que celui prévu dans la délibération ATRD6 de GRDF ?*

TE 53 approuve l'application homogène du timbre d'injection à l'ensemble des concessions du territoire national. La mise en place d'une tarification unique facilitera l'intégration de cette charge dans les coûts d'exploitations des producteurs de biométhane.

Tels sont les principaux éléments de réflexions dont nous souhaitons vous faire part.

Le Président

N. BOUVET

